



SNUipp-FSU14  
12 rue du Colonel Rémy  
14000 Caen  
02 31 72 29 25

## Déclaration SNUipp-FSU14

Madame la Directrice académique,

Jeudi 13 janvier, notre profession avec l'ensemble de la communauté éducative s'est mobilisée. L'arc syndical élargi, l'engagement d'organisations syndicales des personnels de direction et d'inspection, le soutien d'association de parents d'élèves sont autant de preuves de l'exaspération face aux discours et aux actes du ministre. Notre ministre, totalement hors sol, s'était même permis de mépriser les personnels par cette provocation « on ne fait pas grève contre un virus ! » ou en persiflant sur leur « absentéisme », alors même que les malades du covid explosent chez les enseignants : le point situation sanitaire ministériel du 14 janvier montre qu'en une semaine, dans l'académie de Normandie, les cas positifs à la Covid chez les personnels ont augmenté de 2380 %, soit 1364 cas recensés contre 55 une semaine plus tôt !

La coupe est pleine. La mobilisation va bien au-delà des conditions sanitaires. Notre profession manifeste contre le mépris de notre ministre, et sa récente désinvolture ne fait qu'accroître la colère des personnels. Cette journée de grève s'est bel et bien avérée historique même si le ministre a appliqué aux chiffres de grévistes le même sort qu'aux chiffres de contaminations parmi les enfants en les divisant par deux.

Les quelques annonces ne calmeront pas les mois de mépris ressentis par les collègues. Il est plus que temps d'entendre la colère des personnels, les mécontentements des parents dus à la désorganisation permanente de l'école par le manque de moyens, le refus d'investir massivement dans la protection des locaux et des personnels, le besoin de remplaçant-es, la nécessaire revalorisation de nos métiers et nos salaires, la prise en compte des AESH. Ces mêmes AESH qui, au passage, ont vu la majorité présidentielle s'opposer à leur cédésation et à la prime éducation prioritaire...

Une autre politique pour ce ministère s'impose d'urgence. Il ne suffit pas de pérorer dans les médias sur une soi-disant priorité donnée à l'éducation alors que cette politique est au service d'un projet libéral visant à la destruction méthodique de l'École publique.

Depuis presque deux ans les enseignant-es tiennent l'école à bout de bras. Leur engagement a été sans faille, cela mériterait la confiance de la hiérarchie dans notre département. Et pourtant, alors que les collègues font leur possible pour faire classe dans des conditions dégradées, les directeurs et directrices ont ordre d'attendre l'accord de leur IEN pour pouvoir renvoyer les élèves lorsqu'il n'y a pas de remplaçant. Cet hyper-contrôle administratif ne fait qu'alourdir la gestion quotidienne et sème le doute sur la confiance accordée aux équipes.

Une nouvelle journée de grève est annoncée le 27 janvier, la revendication principale portant sur les salaires. En France, notre profession est parmi la moins bien payée par rapport aux autres pays de l'OCDE. Pour compenser cette dévalorisation, le gouvernement a été obligé d'instaurer une prime d'attractivité, qui perd beaucoup de sa superbe face à la flambée des prix. Depuis 2010, les gouvernements successifs refusent de revaloriser le point d'indice (seulement 1 % en 2017!), c'est un mépris supplémentaire : notre métier ne doit pas être considéré comme un coût mais comme un investissement. Rendez-nous les centaines de millions économisés !

Nous examinons aujourd'hui les demandes de recours sur l'appréciation finale du rendez-vous de carrière. La suppression des prérogatives des CAPD par un examen paritaire des promotions va à l'encontre de la transparence. Pour l'ensemble des collègues, cela remet en cause l'équité de traitement dans les opérations administratives en l'occurrence ici la carrière et son corolaire la rémunération. Une fois de plus, le SNUipp-FSU14 réitère son opposition aux critères de départage dans notre département, qui mettent en avant la posture de l'enseignant par rapport aux situations d'apprentissages. De plus, les récents bilans dans les départements de l'académie de Normandie ont montré que les enseignant-es du Calvados ont les appréciations les moins valorisantes. Le SNUipp-FSU14 dénonce depuis des années le manque de considération des personnels, le sentiment de non-reconnaissance est présent et la colère grandit.

Pour faire remonter la réalité du terrain et les besoins de l'école, de la profession, des élèves et de leurs familles, le SNUipp-FSU continuera à porter la voix de la profession avec force. Dans les instances comme ce jour, et dans la rue comme le 27 janvier prochain pour les salaires, entre autres.